

BIOGRAPHIE DES AUTEUR.E.S

230

Ivan TCHOTOURIAN, Loïc GEELHAND de MERXEM, Alexis
LANGENFELD & Matthieu ZOLOMIAN (dir.)
Biographie des auteur.e.s

[475] Yassine BEN MESSAOUD est étudiant-chercheur inscrit au doctorat en droit des affaires en cotutelle à l'Université Laval et à l'Université de Bordeaux. Il est notamment titulaire d'une bourse doctorale de l'Université de Bordeaux et de la bourse d'excellence Paule Gauthier. Il est membre du Centre d'étude en droit économique (CÉDÉ) et de l'Institut de recherche en éthique appliquée (IDÉA). Il est titulaire d'une licence en droit et d'une maîtrise en droit des affaires et fiscalité de l'Université de Bordeaux. Son projet de thèse porte sur l'analyse comparative des entreprises à mission entre les États-Unis, le Canada et la France. Yassine Ben Messaoud s'intéresse, dans le cadre de ses recherches combinant droit et sciences de gestion, aux lois, réglementations et décisions judiciaires spécifiques à chaque pays, et propose des études de cas sur des entreprises à mission opérant dans différents secteurs économiques. Il est notamment auteur d'un article intitulé « La raison d'être : décryptage d'une innovation en droit des sociétés - Regard français » paru dans la revue *Les Cahiers de droit*.

[476] Juliette CAMY est docteure en droit et assistante temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'Université Paris-Panthéon-Assas. Elle a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université Paris Nanterre en juin 2022. Sa thèse est dédiée à la diligence des sociétés transnationales en matière de droits fondamentaux. Elle y étudie le devoir de vigilance en droit français et le *duty of care* en droit anglais. Ses recherches portent sur la gouvernance de l'entreprise transnationale et le développement de nouveaux instruments juridiques visant à appréhender l'impact de ces entreprises sur les droits de l'Homme et sur l'environnement. Depuis 2021, elle est assistante de recherche dans le cadre d'un projet de recherche sur la transition écologique du droit économique (Mission de recherche *Droit et Justice*, projet dirigé par A.-S. Epstein, M. A. Chardeaux et G. J. Martin).

[477] Soro COULIBALY est candidat au doctorat en droit à l'Université Laval. Sa thèse est intitulée : « La divulgation des entreprises minières transnationales canadiennes en Afrique. Responsabiliser par l'information ? ». Ses champs d'expertise sont le droit des affaires, la gouvernance d'entreprise et les industries extractives. Soro Coulibaly est membre du Centre d'étude en droit économique (CÉDÉ) et de l'Institut EDS. Il est par ailleurs membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec (Adm.A.), arbitre associé à *The Chartered Institute of Arbitrators* (ACI Arb) de Londres et inspecteur des mines certifié en Côte d'Ivoire.

[478] Géraud DE LASSUS SAINT-GENIÈS est professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université Laval. Diplômé de l'Université Paris Nanterre, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de l'Université Laval, il s'intéresse principalement au droit national et international de l'environnement et des changements climatiques. Ses travaux de recherche les plus récents portent notamment sur le droit des marchés du carbone. En lien avec cette thématique, il a entre autres dirigé un numéro spécial de la revue *Climate Law* consacré à l'article 6 de l'*Accord de Paris* et préparé des rapports à titre d'expert indépendant pour la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et l'Institut de la francophonie pour le développement durable.

[479] Bruno DONDERO est professeur de droit à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne. Il est également avocat associé au sein du cabinet CMS Francis Lefebvre, où il est responsable de l'équipe de doctrine juridique. Bruno Dondero est plus

particulièrement spécialisé en droit des sociétés et des fusions-acquisitions, en droit des contrats et en droit financier. Il est l'auteur de nombreuses publications dans ces domaines. De plus, il est président de la commission juridique de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises).

[480] Avocat et chercheur, **Martin DUMAS** a étudié les sciences sociales et le droit à Québec, Oxford, Toronto et Londres, et exercé à divers titres le droit du travail et des affaires à Montréal et Toronto entre 1997 et 2001. De 2002 à 2005, il a œuvré à titre de conseiller international en matière de travail auprès du secrétariat institué en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (Canada/États-Unis/Mexique) à Washington D.C. et conseille diverses organisations locales et internationales depuis lors. Titulaire d'un doctorat en droit de la *London School of Economics and Political Science*, ses travaux pionniers aux intersections du droit étatique et non étatique préfigurent le développement original du droit consumocratique. Il a participé aux travaux de plusieurs organes de recherche nationaux et étrangers et publié dans des revues spécialisées en droit, en sociologie et en économie. Il est récipiendaire de divers prix et distinctions scientifiques, juridiques et littéraires. Enseignant à l'Université Laval depuis 2009, il fut professeur invité au sein de diverses facultés de droit et d'administration. Membre du CRIMT depuis sa fondation, il codirige depuis 2016 le Laboratoire interdisciplinaire de la responsabilité sociale des entreprises (LIRSE) ainsi que le Groupe de recherche intervention sur les minières en Afrique et le développement durable (GRIMADD) depuis 2020.

[481] L'honorable **Rosa GALVEZ** est ingénieure environnementale, sénatrice indépendante du Québec et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas. Elle a été professeure à l'Université Laval à Québec pendant plus de 25 ans et a dirigé le Département de génie civil et de génie des eaux de 2011 à 2016. Elle se spécialise en contrôle de pollution, en traitement des eaux et des eaux usées, en gestion de déchets, en développement durable, en évaluation d'impacts et en risque climatique sur l'infrastructure. Au Sénat du Canada, elle est présidente du Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles et membre du Comité permanent des finances nationales. En 2021, elle a parrainé au Sénat la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité*, fournissant un cadre de responsabilité au gouvernement fédéral canadien pour atteindre son objectif d'émissions nettes zéro d'ici 2050. Elle a également reçu le prix Clean50 2021 et le prix Top 25 Women of Influence 2023 pour son travail parlementaire sur le climat et l'environnement. En mars 2022, elle a publié le livre blanc *Aligner la finance canadienne sur les engagements climatiques* qui a mené à l'introduction du projet de loi S-243, la *Loi sur la finance alignée sur le climat*, une loi visant à guider le secteur financier du Canada dans sa transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

[482] **Loïc GEELHAND DE MERXEM** est étudiant-chercheur inscrit au doctorat en droit des affaires à l'Université Laval en cotutelle avec l'Université du Luxembourg (Luxembourg). Il est membre du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ) et de l'Institut EDS. Ses recherches portent sur le droit des valeurs mobilières, le *reporting* des grandes entreprises et la responsabilité de ces dernières à l'aune des enjeux contemporains, dont le changement climatique. Le titre de son projet de thèse est « La

matérialité du *reporting* climatique des grandes entreprises pétrolières et gazières ». Loïc Geelhand de Merxem est l'auteur de plusieurs articles et chapitres de livres. Il a notamment publié un article dans la revue *Les Cahiers de droit* (« Le *reporting* extrafinancier : une construction normative inachevée ») qui s'est vu récompensé par le prix Relève étoile Paul-Gérin-Lajoie du FRQSC.

[483] Ana-Maria ILCHEVA est docteure en droit qualifiée aux fonctions de maître de conférences (section 01) et actuellement chargée d'enseignement à l'Université Côte d'Azur. Elle est l'autrice d'une thèse intitulée « L'entreprise et la lutte contre le changement climatique : étude juridique » et de nombreuses publications portant sur l'articulation entre le droit économique et le droit de l'environnement. Ses travaux de recherche concernent ainsi principalement la gestion juridique des risques liés au changement climatique, la transition écologique du droit économique, plus particulièrement les mutations contemporaines du droit des sociétés, la finance durable, la responsabilité sociale de l'entreprise et l'appréhension par le droit de la responsabilité du phénomène du changement climatique.

[484] Alexis LANGENFELD est étudiant-chercheur inscrit au doctorat en droit des affaires à l'Université Laval. Il est notamment titulaire d'une bourse doctorale du FRQSC et d'une bourse doctorale Bertram. Il est membre du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ) et de l'Institut EDS. Alexis Langenfeld est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Rennes 1 et d'une maîtrise en droit des affaires de l'Université Laval. Son projet de thèse porte sur les groupes de sociétés et les enjeux de RSE. Alexis Langenfeld s'intéresse aux liens entre le droit et la RSE, souvent à travers une approche de droit comparé. Cela l'a conduit à mener des recherches sur l'impact des évolutions du droit des sociétés par actions et du droit international privé sur la responsabilisation des entreprises. Alexis Langenfeld est auteur et coauteur de plusieurs publications scientifiques. Il est notamment auteur d'un article intitulé « La responsabilité des sociétés mères : les pas en avant des cours suprêmes anglaise et canadienne » pour lequel il est récipiendaire du Prix Relève étoile Paul-Gérin-Lajoie du FRQSC.

[485] Jérôme LUSSIER est directeur des affaires parlementaires pour la Sénatrice Julie Miville-Dechéne depuis l'automne 2021. Avant d'occuper ce poste, il a travaillé comme directeur des politiques au cabinet de l'opposition officielle, à l'Assemblée nationale du Québec, puis auparavant comme directeur, investissement durable et directeur, affaires publiques, à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Il a été chercheur et chroniqueur pour Radio-Canada, VOIR et l'Actualité, et il est cofondateur de la plateforme Vaste Programme. Entre 2003 et 2008, il a travaillé comme avocat en droit des affaires et en litige à New York et à Montréal. Jérôme Lussier est bachelier de l'Université McGill, il détient une maîtrise en journalisme de l'Université Columbia et est diplômé en droit (BCL/LL.B) de l'Université McGill.

[486] La Sénatrice indépendante **Julie Miville-Dechéne** a été nommée au Sénat en juin 2018. Auparavant, elle a exercé pendant 25 ans avec passion le métier de journaliste télé au Canada et à l'étranger pour la Société Radio-Canada (SRC). En 2007, elle devient la première femme ombudsman de la SRC. En 2011, elle est nommée présidente du Conseil du statut de la femme par le gouvernement du Québec.

Depuis sa nomination, la Sénatrice Miville-Dechéne a déposé deux projets de loi d'intérêt public au Sénat : le projet de loi S-211, un projet de loi contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement; et le projet de loi S-210 qui exigerait la mise en œuvre de méthodes de vérification de l'âge pour protéger les mineurs contre l'exposition à la pornographie en ligne. Madame Miville-Dechéne est détentrice d'une maîtrise en journalisme de l'Université Columbia de New York et d'un diplôme de 2e cycle en Prévention et règlement de conflits de l'Université de Sherbrooke.

[487] Juliette PETIT est étudiante, chercheuse, inscrite au doctorat en droit des sociétés, en cotutelle à l'Université du Luxembourg et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Après avoir obtenu un double diplôme en droit anglais et français et un Master 2 en droit anglais et nord-américain des affaires, elle s'est tournée vers la recherche. Ses travaux portent sur le droit des sociétés, le droit comparé, la gouvernance durable et la question de la place de l'entreprise face à la crise climatique. Son projet de thèse s'intitule « La notion de gouvernance durable en droit belge, français et luxembourgeois – Comment réconcilier objectifs environnementaux et intérêts financiers ? ».

[488] Margaux MORTEO est titulaire d'une licence de droit, économie et gestion, mention droit privé général – droit des affaires, ainsi que d'une maîtrise de droit, économie et gestion, mention droit international et européen de l'Université de Nice Sophia-Antipolis. Actuellement étudiante au doctorat à la Faculté de droit de l'Université Laval et à l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (« Finance d'impact : quelles nouvelles normes pour l'état et le marché ? », les recherches de Margaux Morteo s'inscrivent dans les domaines de la responsabilité sociétale des entreprises et de la finance sociale. En plus d'avoir travaillé comme auxiliaire d'enseignement et de recherche à la Faculté de droit de l'Université Laval, elle a coordonné le Laboratoire interdisciplinaire de la responsabilité sociale des entreprises (LIRSE). Elle est actuellement chargée de cours en droit des affaires à l'Université Nice Sophia-Antipolis. Margaux Morteo est récipiendaire de la Bourse Yvon Martineau 2017 récompensant un étudiant à la maîtrise de droit avec mémoire et de la Bourse d'excellence Paule-Gauthier/Stein Monast 2018.

[489] Irina PARACHKEVOVA-RACINE est professeure de droit privé à l'Université Côte d'Azur. Elle est spécialiste de droit des sociétés. Ses travaux relèvent de l'École de droit économique de Nice et illustrent un intérêt prononcé pour la question du pouvoir et de la responsabilité des acteurs de la société (dirigeants, actionnaires), ainsi qu'une préoccupation croissante à l'égard de la contribution du droit de l'entreprise à la prise en charge des dégâts sociaux et environnementaux causés par les activités économiques. Ses principaux thèmes de recherche sont la gouvernance d'entreprise, la restructuration des sociétés en difficulté, la transition écologique et solidaire et la transformation numérique.

[490] Hélène SAMSON est directrice de l'encadrement prudentiel et des simulations au sein de l'Autorité des marchés financiers. Son équipe multidisciplinaire est dédiée à l'encadrement prudentiel et réglementaire des institutions financières faisant affaire au Québec, à l'exception des banques. Un volet touchant la préparation en cas de crise

(chez les institutions financières) fait également partie du mandat de sa direction. Hélène Samson dirige ou participe activement à divers groupes de travail tant à l'Autorité que sur la scène nationale ou internationale; lesquels comités portent sur des sujets très contemporains comme les Fintechs, l'identité numérique, les changements climatiques et les catastrophes naturelles ou encore la résilience opérationnelle. Hélène Samson est fréquemment interpellée pour participer à des colloques ou des conférences afin de mettre en lumière le point de vue du régulateur eu égard à divers risques ou sujets.

[491] Ivan TCHOTOURIAN est professeur en droit des affaires, gouvernance et responsabilité sociale à la Faculté de droit de l'Université Laval. Auteur de nombreuses publications, il est directeur de l'Institut d'éthique appliquée (IDÉA), ancien codirecteur du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ), membre-fondateur du Laboratoire interdisciplinaire de la responsabilité sociale des entreprises (LIRSE) et chercheur régulier de l'Institut EDS. En plus d'un MBA, Ivan Tchotourian est titulaire d'un doctorat en droit et est un ancien boursier Lavoisier (EGIDE). Ses champs d'expertise sont la gouvernance d'entreprise, le droit des sociétés, le droit des valeurs mobilières et la responsabilité sociale des entreprises. En plus de participer régulièrement à des conférences internationales et d'apporter son expertise dans des instances nationales, Ivan Tchotourian a de nombreuses publications à son actif dans des revues prestigieuses et des ouvrages en langues française et anglaise. Ivan Tchotourian est membre de plusieurs associations universitaires nationales et internationales. Il a fondé en 2015 le blogue *Droit de l'entreprise : gouvernance comparée et responsabilité sociétale* qu'il anime depuis.

235

[492] Théo VUARNET est doctorant contractuel à l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne (France). Il rédige une thèse en droit privé sous la direction du professeur Bertrand Fages portant sur le conseil d'administration et la stratégie de l'entreprise. Ses domaines de recherche sont le droit des sociétés et le droit des affaires et il s'intéresse aussi à la *Corporate Governance* et à la RSE. En 2022, il était invité par l'Institut de droit européen et comparé (*Institute of European and Comparative Law*) de l'Université d'Oxford et par la Maison française d'Oxford (Angleterre) à mener ses recherches en droit comparé des sociétés.

[493] Matthieu ZOLOMIAN est maître de conférences en droit privé à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne entre 2016 et 2022, puis à l'Université d'Angers depuis 2022. Il possède un doctorat de droit privé à l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne obtenu en 2014, sa thèse portant sur « Le contrôle de la gestion des sociétés cotées ». Ses travaux de recherche portent principalement sur le droit des sociétés, la gouvernance et la responsabilité sociétale des entreprises.